

# Appel de Nairobi pour un avenir numérique plus sûr en Afrique

Adoptée à Nairobi, les 22 et 23 septembre 2025

Nous, membres de la **Coalition nationale pour la liberté d'expression et la modération des contenus au Kenya (FECOMO)**, du **Forum Catalyst** et du **Forum de Bamako sur la cohésion numérique et sociale**, réunis dans le cadre de la Conférence interrégionale sur les partenariats pour la consolidation de la paix numérique, affirmons notre vision commune de façonner l'avenir numérique de l'Afrique comme une force au service de la **paix**, de **l'inclusion**, de la **résilience** et de la **prospérité**. Nous appelons les dirigeants africains, les gouvernements, la société civile, les universités, les plateformes numériques, le secteur privé et les partenaires internationaux à saisir les opportunités de transformation offertes par l'ère numérique, tout en répondant aux risques urgents qu'elle engendre.

## Nos 10 appels prioritaires à l'action

1. **Réduire la fracture numérique** en assurant un accès abordable à Internet et en renforçant les infrastructures numériques, en particulier dans les zones rurales et marginalisées, pour garantir l'accès de millions de personnes à des **opportunités inclusives** dans les domaines de l'éducation, de la santé et de l'emploi.
2. **Renforcer l'éducation numérique et la résilience** en sensibilisant aux avantages et aux risques des plateformes numériques. Intégrer les compétences numériques dans les **programmes scolaires et communautaires** pour transformer les citoyens en créateurs responsables et en consommateurs critiques, et ainsi renforcer la résilience de la société face aux menaces numériques.
3. **Harmoniser et adapter les principaux cadres juridiques** en collaboration avec les autorités compétentes et les parties prenantes aux niveaux régional et national. Veiller à l'alignement des mécanismes de gouvernance numérique pour protéger la vie privée, promouvoir une utilisation responsable des technologies et instaurer un climat de confiance propice au développement des économies numériques.
4. **Favoriser la responsabilité des plateformes** en promouvant des mécanismes de gouvernance prosociaux pour créer des espaces numériques plus équitables, en plaidant pour une régulation efficace, une conception transparente des algorithmes, la prise en compte des spécificités des langues africaines, et un réinvestissement dans

les communautés locales, garantissant que les plateformes numériques répondent aux besoins de l'Afrique.

5. **Lutter contre les contenus numériques néfastes** en soutenant les initiatives de *fact-checking*, en amplifiant les discours positifs, en assurant la protection contre les discours de haine, la misogynie et l'extrémisme, pour transformer les espaces numériques en vecteurs de paix et favoriser la cohésion sociale.
6. **Favoriser une collaboration multipartite** à travers des partenariats durables entre gouvernements, société civile, monde universitaire et secteur privé, afin d'élaborer des politiques inclusives et d'accélérer la transformation numérique du continent.
7. **Donner les moyens aux jeunes et soutenir les innovateurs** par la création, le développement et le déploiement de pôles d'innovation, de bourses et de soutiens aux entreprises émergentes, afin de mobiliser la créativité de la jeunesse africaine pour résoudre des problématiques locales ayant un impact mondial.
8. **Amplifier les voix en faveur de la paix et de l'inclusion pour renforcer la cohésion**, en valorisant les journalistes, les influenceurs et les leaders communautaires qui promeuvent la paix et l'inclusivité, pour contrer les discours toxiques par des récits porteurs d'espoir et de résilience.
9. **Exploiter la transformation numérique à des fins d'impact social en mobilisant les outils numériques** pour renforcer la cohésion sociale, promouvoir la paix, favoriser la confiance du public, défendre les droits humains et encourager une prospérité inclusive, dans le but de maximiser les bénéfices sociaux.
10. **Mobiliser des ressources durables et garantir le partage des responsabilités** entre les gouvernements, les partenaires financiers et les philanthropes, afin d'assurer des investissements à long terme dans l'alphabétisation numérique, les infrastructures numériques inclusives, une réglementation efficace et l'innovation locale.